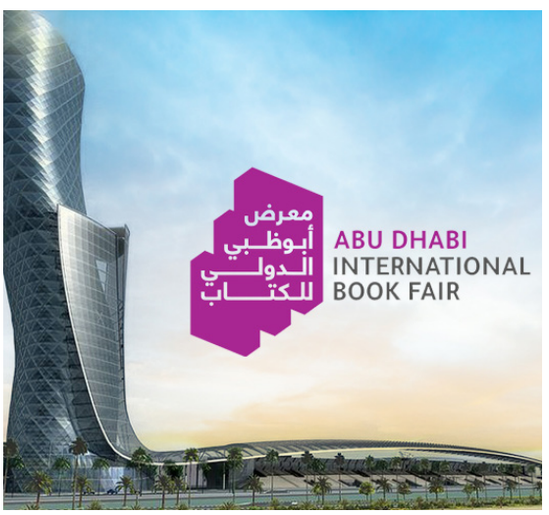
NUMÉRO 39 - MAI 2022

التحالف

Bulletin mensuel publié par la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT)

PREMIÈRE PARTICIPATION DE LA CIMCT AU SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ABOU DHABI

La CIMCT a participé au 31ème Salon International du Livre d'Abou Dhabi qui a eu lieu du 23 au 29 mai 2022, sous le parrainage du Président des EAU, Cheikh Mohammed Bin Zayed Al-Nahyan et avec la participation d'une élite d'hommes de lettres, de penseurs et d'éditeurs du monde entier. Le Secrétaire Général, désigné, de la Coalition, le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi, a exprimé sa joie pour cette première participation au Salon d'Abou Dhabi depuis son lancement en 1981. Cette participation s'inscrit dans le cadre de l'intérêt que porte la Coalition à la capacité de l'aspect culturel à rectifier les conceptions extrémistes, lutter contre le terrorisme, protéger les sociétés contre leurs dangers et présenter la Coalition et ses domaines d'action, et ses différentes publications (Magazine Altahalouf, Bulletin Mensuel Mouthalifoun, Critique de Livre, Rapports Internationaux), qui cherchent à révéler la vérité des groupes extrémistes et terroristes, selon des critères scientifiques, et dont les articles sont rédigées par un groupe d'élites culturelles, intellectuelles, médiatiques, économiques et militaires. La Coalition islamique a déjà participé au Salon International du Livre de Riyad en octobre 2021 et son stand a été admirablement reçu par le public. **Détails, P2 - 4.**



UNE DÉLÉGATION DU COLLÈGE DE COMMANDEMENT ET D'ÉTAT-MAJOR D'OMAN VISITE LA CIMCT

Dans le cadre de l'échange de connaissances entre la Coalition et le Sultanat d'Oman dans le domaine de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, une délégation du personnel du Collège de Commandement et d'État-Major des Forces Armées du Sultan d'Oman, dirigée par le Commandant du Collège, Le Brigadier Général Ahmed bin Mohammed Al-Mashikhi, a visité la CIMCT à son siège à Riyad, le lundi 11 avril 2022.

La délégation a écouté une explication détaillée du Secrétaire Général de la Coalition, le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi, sur la contribution de la Coalition à la lutte contre l'idéologie extrémiste et à la coordination des efforts des États Membres dans la lutte antiterroriste dans les domaines intellectuel, médiatique, du financement du terrorisme et militaire.

AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU SALUE LES EFFORTS DU ROYAUME DANS LA LUTTE ANTITERRORISTE

Le 13 avril 2022, le Secrétaire Général de la CIMCT, le Major Général Mohammed Al-Mughaidi, a reçu l'ambassadeur Dino Sidi, Ambassadeur de la République de Guinée-Bissau auprès du Royaume.. Les deux parties ont discuté des moyens de coopération conjointe pour lutter contre l'extrémisme, la violence et le terrorisme. Au cours de la réunion, l'ambassadeur a écouté une explication détaillée des efforts de la Coalition pour lutter contre le terrorisme, y compris les dernières statistiques, données et informations publiées par la salle de situation concernant divers actes terroristes.

Son Excellence l'Ambassadeur, a rendu homage à la contribution de la CIMCT dans la lutte antiterroriste en coopération avec les organisations et alliances internationales concernées par la lutte contre l'idéologie extrémiste violente et le terrorisme. Il a salué également l'action pionnière du Royaume à soutenir cette Coalition dans ses efforts pour éliminer les groupes criminels et les organisations terroristes.

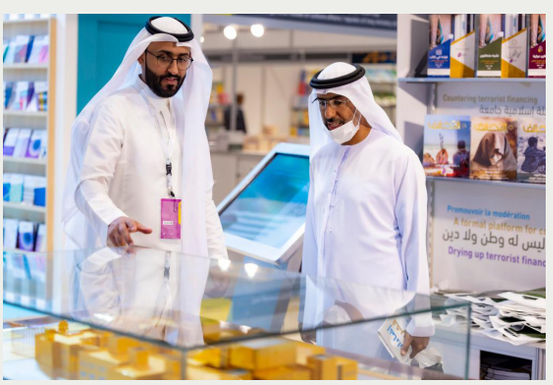
PERSONNALITÉS ÉMINENTES AU STAND DE LA CIMCT

SE Cheikh Nahayan bin Mubarak Al Nahyan, ministre de la tolérance et de la coexistence aux EAU visite le stand de la CIMCT

Le stand de la CIMCT au Salon International du Livre d'Abou Dhabi 2022 a accueilli des personnalités politiques et universitaires de premier plan, dont SE Cheikh Nahyan Bin Mubarak Al-Nahyan, Ministre de la tolérance et de cohabitation des EAU; SE l'Ambassadeur du Serviteur des Deux Saintes Mosquées aux EAU Turki Al-Dakhil; Dr. Jamal Sanad Al-Suwaidi, Vice-président du Conseil d'administration du Centre d'études et de recherches stratégiques des Émirats; Dr. Ali Rashid Al-Nuaimi, Président du Conseil d'administration du Centre international d'excellence pour la lutte contre l'extrémisme violent (Hidaya); SE Mohammed Issa Obaid Al-Kashf, Membre du Conseil national fédéral, et le brigadier Rashid Al-Dhaheri, ancien délégué des EAU à la CIMCT, ainsi que nombre d'ambassadeurs et de membres du corps diplomatique accrédités auprès des Émirats Arabes Unis, et de nombreux écrivains, hommes de lettres, penseurs et représentants des médias qui ont été informés des efforts déployés par la Coalition dans la lutte contre l'extrémisme et la violence. Les visiteurs ont exprimé leur joie pour les efforts et les activités de la Coalition visant à éliminer le terrorisme et à l'éradiquer. Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi, Secrétaire Général, désigné, de la Coalition a échangé par ailleurs la visite avec SE Dr. Sultan Mohammed Al-Nuaimi, Directeur du Centre d'études et de recherches stratégiques des Émirats, et discuté avec lui des aspects de la coopération conjointe dans les domaines de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

AU SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ABOU DHABI

Le Major-Général Mohammed Al-Moghidi, SG désigné de la CIMCT, échange la visite avec SE Dr Sultan Muhammad Al-Nuaimi, directeur du Centre d'études et de recherche stratégiques des Émirats



LA COMMUNICATION DIRECTE AVEC LE PUBLIC EST UN OUTIL STRATÉGIQUE POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME

En marge de la participation de la CIMCT au Salon International du Livre d'Abou Dhabi, le Secrétaire Général, désigné, de la Coalition, le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi, a souligné que l'un des outils stratégiques de lutte contre le terrorisme est la communication directe avec le public, toutes catégories et tous niveaux, et la diffusion de messages cognitifs et de sensibilisation liés à la détection et à la dissuasion des groupes terroristes, pour discréditer leurs méthodes et leurs idées erronées visant à tromper les jeunes.

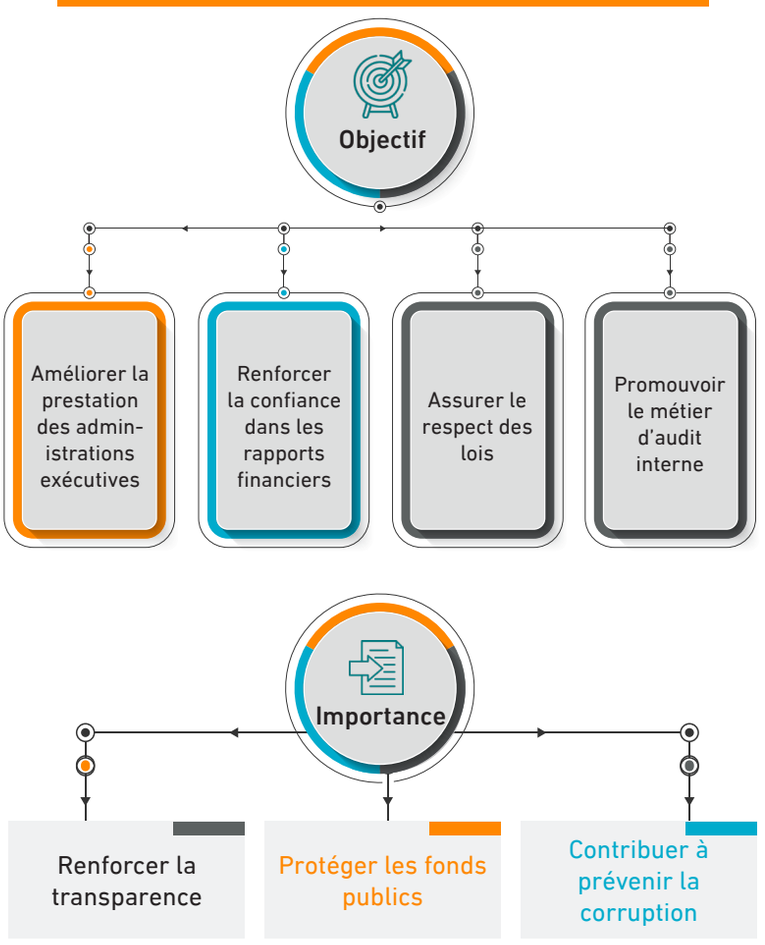
Le Secrétaire Général a précisé que le premier objectif de lutte contre le terrorisme est de reformuler l'idéologie pour l'orienter positivement face à l'extrémisme et la violence, et de diffuser des messages médiatiques qui révèlent les tendances erronées de ces groupes et révèlent leurs mensonges. Puis, il sera question de couper court à leurs sources de financement, basées sur le blanchiment d'argent et le commerce illégal leur permettant de mettre en œuvre leurs plans criminels, et ce enfin pour les vaincre militairement.

Le stand de la Coalition au Salon International du Livre d'Abou Dhabi était chargé de présenter la Coalition, d'expliquer ses missions, de clarifier sa vision stratégique et de distribuer ses publications imprimées relatives aux divers domaines de lutte contre le terrorisme.

LA CIMCT ADOPTE UN PLAN DE SENSIBILISATION À L'AUDIT INTERNE

Le Secrétaire Général, désigné, de la CIMCT, le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi, a annoncé l'adoption d'un plan annuel de sensibilisation et d'éducation à l'importance de l'audit interne pour le personnel de la Coalition. Le plan comprend diverses activités, telles que: La tenue de conférences spécialisées données par d'éminents experts dans le domaine de l'audit interne de l'extérieur de la Coalition et l'envoi à tous les membres de la Coalition des SMS et du courrier électronique, promouvant ces activités de sensibilisation et d'éducation, devant contribuer à affiner l'action de la Coalition, en vue d'atteindre les objectifs souhaités. C'est ce qui ressort de l'allocution du Secrétaire Général à l'occasion de la Journée internationale de l'audit interne.

MOIS MONDIAL DE L'AUDIT INTERNE



JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'AUDIT INTERNE

L'audit interne, l'un des plus importants fondements de la bonne gouvernance, assume une noble fonction de surveillance. La qualité de la gouvernance de toute institution dépend de l'efficacité des procédures et des prestations réalisées par l'audit interne. L'importance de l'audit interne découle du fait qu'il s'agit de l'élément principal sur lequel s'appuie la direction générale, pour assurer la conformité des départements exécutifs aux politiques, procédures, contrôles et normes approuvés par l'entité, et la faisabilité du système de contrôle, de gouvernance et de gestion des risques.

L'audit interne vise notamment à améliorer les performances des départements exécutifs, la qualité de leurs résultats et leur efficacité, renforcer la confiance dans les rapports financiers et opérationnels, assurer le respect des politiques, lois et réglementations et protéger les fonds et les actifs de l'entité, afin de maintenir sa pérennité.

Il n'est pas surprenant que l'intérêt pour l'audit interne ait augmenté, que ce soit au niveau local ou international, étant la soupape de sécurité pour préserver l'argent public, s'assurer de l'utilisation optimale des fonds et des ressources, exhorter les autorités à tous les niveaux à agir en toute transparence, limiter les pratiques et abus financiers et administratifs, contribuer à la prévention de la corruption de toutes sortes et formes et à l'utilisation appropriée des données financières lors de la prise de décisions de gestion et des actions correctives.

En confirmation de ce qui précède, le mois de mai de chaque année a été désigné comme le Mois international de sensibilisation à l'importance de l'audit interne. Consciente de l'importance de cette procédure, la CIMCT a adopté un plan annuel de sensibilisation et d'éducation à l'importance de l'audit interne en faveur de son personnel, comprenant diverses activités, telles que: La tenue de conférences éducatives présentées par d'éminents experts d'audit interne de l'extérieur de la Coalition, et l'envoi de SMS et de courrier électronique aux fonctionnaires de la Coalition, sur les activités de sensibilisation et d'éducation organisées, qui, nous l'espérons, contribueront, à promouvoir l'action de la CIMCT et à réaliser ses objectifs escomptés.

Enfin, nous implorons Allah Tout-Puissant de nous accorder plein succès et la sincérité dans nos paroles et actes.

Secrétaire Général, désigné, de la CIMCT

Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER NIGÉRIANE COMME MODÈLE

Les crimes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme sont devenus un phénomène mondial préoccupant vu leurs effets subversifs qui détruisent l'économie et menacent les vies. Pour jeter la lumière sur l'une des expériences réussies dans la lutte contre ces crimes, la CIMCT a tenu à son siège à Riyad, le mardi 19 avril 2022, une Conférence intitulée: "**Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la CRF nigériane comme modèle",** présenté par **l'Amiral Qorba Siddik Abu Bakr**, Délégué du Nigéria dans la lutte contre le financement du terrorisme, en présence du Secrétaire Général et du personnel de la CIMCT. La Conférence a porté sur les efforts de la CRF dans le suivi des fonds suspects et les mesures de LBC/FT.

Défis de sécurité

Le conférencier a donné un aperçu sur le Nigéria: population, richesse naturelle en pétrole, gaz, minéraux et eau, et du brillant avenir qui l'attend d'ici l'an 2050. Mais le pays est confronté aux crimes terroristes, malgré les grandes réalisations à limiter les activités de "Boko Haram" et d'autres organisations terroristes. Il a indiqué que les groupes terroristes pratiquent de nombreuses activités légitimes et illégitimes pour obtenir des fonds transférés par des voies officielles et non officielles. Cela a incité les autorités nigérianes à faire de gros efforts pour lutter contre les sources de financement de ces activités à travers les enquêtes financières, la collecte de renseignements et la divulgation des relations entre les réseaux criminels et des nouveaux modèles dans lesquels ils opèrent.

Le conférencier a également indiqué que le **financement du terrorisme** implique la collecte et le traitement d'avoirs pour fournir aux terroristes des ressources nécessaires pour commettre des actes criminalisés par la loi. Quant au **blanchiment d'argent**, il s'agit d'un processus de dissimulation de la source illégale d'actifs, afin qu'ils apparaissent de sources légitimes. Le processus de blanchiment d'argent fait donc paraître l'argent propre alors qu'il ne l'est pas.

Mesures de lutte

Les mesures de LBC/FT découlent des réglementations financières adoptées par les organes intergouvernementaux et sont dirigées par le (GAFI). Les objectifs de ce groupe sont d'établir des normes et de formuler des politiques qui réalisent des réformes législatives et de contrôle nationales, et de suivre les progrès dans la mise en œuvre de ses recommandations. Le groupe travaille en coopération avec un certain nombre d'organisations internationales comme le FMI, la Banque Mondiale, l'ONU et des organismes régionaux.

Le Nigéria est un membre éminent du GAFI sur la LBC/FT en Afrique de l'Ouest, depuis sa création en 1999, connu sous le nom de GIABA, une institution de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), responsable de la mise en œuvre de LBC/FT sur la région ouest du continent, et travaillant avec les États membres dans le respect des normes internationales de lutte.

Le gouvernement nigérian a publié un certain nombre de règlements qui s'imposent à toutes les parties prenantes. La loi anti-blanchiment, la loi anti-terroriste, les règlements de l'Unité de contrôle anti-blanchiment et les règlements indicatifs de la Banque Centrale font tous partie de la législation principale promulguée conformément aux exigences du GAFI. Le Nigéria est également membre du Groupe Egmont, une organisation internationale qui

encourage l'échange d'informations, de connaissances et de coopération entre les membres des CRF, et fournit une plateforme pour l'échange sécurisé d'expertise et d'informations financières pour lutter contre les délits financiers et les crimes associés.

Renseignements financiers

Selon le conférencier, le Nigéria a créé la CRF en 2018 pour devenir un organe qui reçoit les rapports de renseignement financier, effectue une analyse stratégique et opérationnelle des informations et les transmet aux forces de l'ordre en cas de suspicion de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme ou d'activités illégales. Le conférencier a passé en revue le mode de circulation des informations entre la CRF et les autres parties prenantes comme les banques, les compagnies d'assurance, les opérateurs de titres et les agents immobiliers. Les statistiques de la CRF pour l'année 2020 ont confirmé que les crimes de corruption et de fraude représentaient 49% des crimes financiers, suivis du financement du terrorisme 7%.

L'amiral Qorba a passé en revue les pouvoirs de la cellule nigériane de renseignement financier, comme suit:

- Recevoir des rapports de transactions suspectes de dénonciateurs.
- Analyser les informations disponibles et se connecter aux bases de données locales et internationales.
- Envoyer des rapports de renseignement aux organismes chargés de l'application de la loi, de la lutte contre la corruption, de la sécurité, de la réglementation et de la surveillance pour procéder à une enquête plus approfondie.
- Fournir des conseils aux organismes d'application de la loi, de réglementation et de surveillance.
- Échanger les informations avec d'autres CRF et organisations internationales compétentes.
- Mener des recherches sur les menaces découlant du blanchiment d'argent, du FT et des crimes connexes.

Le conférencier a souligné que la CRF nigériane coopère avec certaines agences dans la LBC/FT, telles que: La plateforme du Groupe Egmont pour l'échange d'expériences et d'informations financières, mentionnée ci-dessus, et la plateforme goAML de l'Office de l'ONU contre la drogue et le crime, qui est utilisée par plus de 56 pays. Cette plateforme permet aux CRF de recevoir, traiter et analyser les déclarations et utiliser des outils d'intelligence artificielle.

Gestion de données

En 2019, conformément à la recommandation du GAFI, la CRF nigériane a créé un Département des actifs virtuels, des Crypto-monnaies et des technologies financières pour améliorer le signalement des délits financiers. La cellule a procédé à l'amélioration de ses mesures internes en utilisant les technologies de l'information et de la communication, en développant des procédures opérationnelles unifiées et simplifiées et en réduisant le temps consacré à la production de renseignements.

En février 2020, la CRF a lancé un système de gestion des informations des dossiers criminels, composé d'une plateforme de signalement qui permet de rendre compte des sujets d'enquête actuels, et d'une plateforme d'analyse pour relier les systèmes entre la CRF et les bases de données externes pertinentes, afin de

se renseigner automatiquement sur les informations reçues, et créer un profil envoyé à l'autorité compétente.

La cellule a réussi à exploiter la transformation numérique des déclarations d'opérations en espèces et des déclarations de soupçons reçues des autorités declarants pour faciliter l'analyse et la production d'informations de renseignement en connectant l'API aux identités, transactions, entreprises, informations sur les abonnés, journaux d'appels, ainsi qu'aux bases de données d'enregistrement des entreprises, d'immatriculation des véhicules, de permis de conduire, de numéro de vérification bancaire et de registre fiscal.

Discussion

À la fin de la Conférence, le Délégué de l'État d'Afghanistan a posé une question sur la decision dans les affaires de blanchiment d'argent en tant que crime principal, et les crimes secondaires, tels que la corruption, la contrebande et la traite des êtres humains.

Le conférencier a indiqué que le tribunal assume la responsabilité de trancher dans les délits secondaires qui sont à l'origine des fonds blanchis. Le tribunal informe la CRF du Nigéria des détails de la décision dans les affaires portées par cette cellule devant les tribunaux pour accéder à tous les détails de l'affaire enquêtée.

L'UNION DES COMORES COMBAT LE TERRORISME EN CONTRANT SES CAUSES

Les Comores sont situées dans l'Océan Indien. Il s'agit d'un archipel composé de quatre îles au large des côtes de l'Afrique de l'Est, dont trois constituent l'Union des Comores, et la quatrième île est celle de Mayotte, actuellement sous l'administration française. La population des Comores, selon le recensement de 2020, est d'environ 862 359 habitants et la superficie est d'environ 2 235 km2. 99% de la population sont des musulmans, et les chrétiens ne dépassent pas 1%. L'arabe et le français sont les deux langues officielles des Comores. Le chef de l'État est élu tous les cinq ans.

Risques et menaces

Bien que l'Union des Comores soint encore loin du terrorisme et de ses menaces directes, sa situation au large des côtes de l'Afrique de l'Est la place à proximité des risques terroristes, notamment aux troubles dans la région, ce qui accroît la fragilité de la situation.

Après les attentats terroristes de Nairobi (Kenya) et de Dar es Salaam (Tanzanie), le 7 août 1998, perpétrés par Al-Qaïda, une grande prise de conscience et un grand intérêt se sont manifestés aux Comores quant au danger de la violence et du terrorisme. Selon des enquêtes ultérieures, les auteurs de ces attentats étaient passés par Madagascar et les Comores et leur chef, Fadl Abdullah Al-Qumary, était d'origine comorienne. Son nom figure sur la liste des accuses, publiée par la autorités américaines, suite aux attentats contre ses deux ambassades à Nairobi et Dar al-Salaam.

Efforts antiterroristes

Les Comores n'ont fait l'objet d'aucune attaque terroriste, mais pour des raisons de précaution, ils ont créé une entité de coordination pour la lutte contre le terrorisme (CLAT) en 2012, sous la tutelle du Ministre de la Défense, et mis en place une unité militaire de lutte contre le terrorisme en 2018, qui a reçu une formation aux EAU. Les Comores ont également rejoint la CIMCT, et Son Excellence le Ministre comorien de la Défense Youssef Mohammed Ali a participé à la réunion des Ministres de la Défense des pays de la Coalition à Riyad en novembre 2017, et a souligné dans une interview à la presse qu'il est important de "coordonner les efforts conjoints des forces de la Coalition, renforcer l'éducation et la formation des forces armées, échanger les informations entre les pays membres, et mettre à jour des données relatives au financement du terrorisme. Les pays de la Coalition doivent donc s'unir pour affronter le fléau du terrorisme et montrer l'image vraie et tolérante de la religion islamique".

En avril 2020, l'unité des garde-côtes des Comores a été créée et a reçu des patrouilleurs modernes pour aider à la reconnaissance navale.

Lutte contre le financement du terrorisme

L'Union des Comores a pris un certain nombre de mesures pour mettre en place un système de LBC/FT, notamment une loi qui prévoit la création d'une cellule de renseignement financier, et l'élargissement du champ des mesures préventives pour inclure le financement du terrorisme. La Banque Centrale a commencé à surveiller l'application des mesures préventives de LBC/FT, et les Comores cherchent à accroître les ressources et la formation pour appliquer au mieux les mesures et les lois prises.

En décembre 2020, l'Union des Comores a rejoint le Groupe

anti-blanchiment d'Afrique Orientale et Australe (ESAAMLG), un organisme régional qui est devenu membre associé du (GAFI) en juin 2020.

Lutte contre l'extrémisme

Le Dar Al-Iftaa aux Comores - la plus grande autorité religieuse officielle - joue un rôle important dans la lutte contre l'extrémisme, en diffusant la sensibilisation, la modération et les enseignements de la religion tolérante, et supervise l'activité religieuse sur l'ensemble du pays. Au-delà de son rôle à émettre des fatwas et donner des renseignements, il appelle à la réforme, à la sensibilisation et à la médiation dans la résolution des différends sociétaux.

Les efforts de lutte contre l'extrémisme aux Comores se manifestent par des activités culturelles et religieuses locales et étrangères visant à éclairer les jeunes sur les dangers de l'extrémisme qui conduisent souvent à la violence et au terrorisme, et à les immuniser contre la propagande malveillante ou les idées extrémistes, telles que les activités intellectuelles et culturelles mises en œuvre par l'Université Islamique de Médine, au Royaume d'Arabie Saoudite, et l'Organisation Mondiale des Diplômés d'Al-Azhar, aux Comores pour diffuser la conscience religieuse et combattre l'extrémisme.

L'Université Islamique de Médine a organisé un Colloque intitule: «La modération dans le Noble Coran et la Sunna et ses applications contemporaines», à Moroni, capitale des Comores, en août 2016. Elle a appelé à l'inclusion de programmes universitaires dans le monde islamique avec un vocabulaire pour consolider la modération et ses applications, pour en faire une réalité et une pratique sociétale, et à établir une chaîne satellite pour inculquer la modération de l'Islam dans les sociétés musulmanes et corriger les idées erronées.

Le 15 septembre 2019, la branche de l'Organisation Mondiale des Diplômés d'Al-Azhar aux Comores a tenu un Colloque intitulé: «Sécurité et Violence selon la Vision Islamique». Le 2 décembre 2019, il a tenu une Séance de travail intitulée: (Confirmation de la modération de l'Islam), qui traitait de la souffrance des sociétés musulmanes due aux idées déviantes qui cherchent à les attirer et à les recruter dans des groupes de pensée extrémiste.

L'Union des Comores a pris des mesures pour réglementer la pratique de la da'wah dans les lieux publics, les mosquées et les écoles, et pour empêcher les lieux de culte et les radios et télévisions locales de promouvoir et de prôner l'idéologie extrémiste.

Engagement envers les Droits de l'homme

L'Union des Comores est attachée aux cadres internationaux des Droits de l'homme dans ses efforts de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Lors de la discussion du rapport des Comores devant le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU, SE le Ministre de la Justice a confirmé que son pays avait accepté un total de 123 recommandations au Conseil, relatives à la ratification des instruments internationaux des Droits de l'homme et revoir le système juridique pour assurer l'égalité de traitement des femmes conformément à la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, l'interdiction des châtiments corporels des enfants, la criminalisation de la violence contre les enfants, le renforcement du cadre institutionnel de protection de l'enfance et la fixation d'un âge minimum légal pour le mariage, l'enregistrement des naissances, prévenir la traite des êtres humains, et prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre ces pratiques.

FAIRE LA PAIX POUR LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME ET LE TERRORISME

Adam Cheikh Hassan Hussein

Les raisons de la propagation de l'extrémisme et de la violence sont nombreuses, tout comme les nombreux problèmes dont souffrent les sociétés, dont les plus importants sont: La pauvreté, le chômage, l'ignorance, le faible niveau d'éducation, l'injustice dans la répartition des richesses, la fragilité de l'État, l'anarchie et la porosité des frontières entre les États. Les groupes terroristes profitent de ces blocages pour leur processus de recrutement et pour créer un environnement propice à la diffusion d'idées extrémistes et d'approches fondamentalistes.

Si les nations cherchent à parvenir à la paix et la sécurité, éviter les conflits, conjurer le danger des organisations terroristes et consacrer leurs efforts et ressources à ces fins, certaines tendances mondiales affirment que les solutions sécuritaires et militaires ne suffisent pas à éradiquer le terrorisme et remédier aux conditions qui engendrent l'extrémisme violent et poussent à rejoindre les groupes extrémistes. Aussi, faudrait-il prêter attention au principe de prévention en promouvant les opportunités de développement, la participation communautaire et l'éducation de qualité et en éduquant les sociétés sur le danger des idées conduisant au terrorisme. Cette prévention s'appelle la construction de la paix et de la sécurité face à l'extrémisme et au terrorisme.

Dans ce contexte, des experts et des spécialistes ont élaboré de nombreux principes qui encadrent l'élaboration de plans d'action nationaux et régionaux pour prévenir l'extrémisme violent et créer la paix dans les sociétés, comme suit:

1. Renforcement de la paix civile:

Les sociétés qui connaissent des conflits doivent développer l'esprit de coexistence et soutenir les opportunités de paix entre leurs composantes. Les différences intellectuelles et méthodologiques qui surviennent parfois entre les groupes sociaux, si elles ne convergent pas au profit de la diversité positive, risquent provoquer la rupture dans la structure de la société et conduire à des conflits entre ses membres, accompagnés d'extrémismes violents. Il est donc important de veiller à diffuser la culture de tolérance et renforcer la cohésion du tissu social, rempart contre la propagation destructrice de l'extrémisme violent.

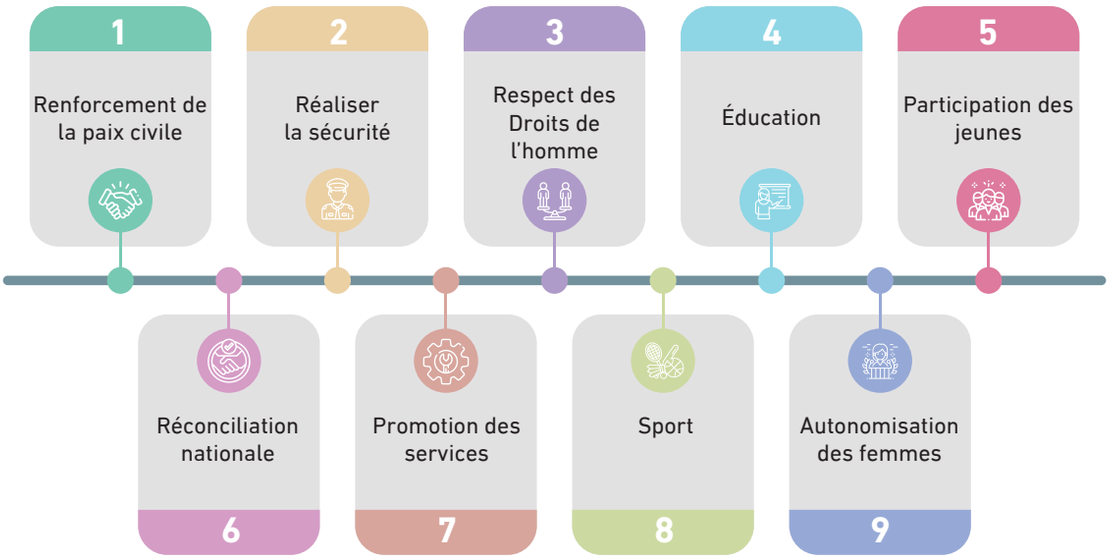
2. Réaliser la sécurité:

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales est l'un des objectifs les plus importants des Nations Unies. Les institutions internationales et leurs divers organes ont été créés pour servir cet objectif. Les conflits pourraient saper les opportunités de développement durable et contribuer à propager la pauvreté, environnement fertile pour la croissance du terrorisme, comme en témoignent les pays du Sahel où de nombreux jeunes rejoignent ces organisations terroristes, non par foi en leurs idéologies, mais pour se procurer une source de revenus fiable face aux rares opportunités d'emploi offertes par les gouvernements.

3. Respect des Droits de l'homme:

La liberté d'opinion et d'expression, le respect de la vie personnelle des familles et des individus, la justice et la prévention des discriminations entre les composantes de la société sont considérés comme des outils de prévention contre l'extrémisme. Les plans de paix et de sécurité fondés sur les Droits de l'homme contribuent à la réalisation de la paix durable. Le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, y a fait référence en parlant des stratégies de lutte contre le terrorisme, disant: "Le terrorisme est fondamentalement le déni et la destruction des Droits de l'homme, et la guerre contre le terrorisme ne réussira jamais tant que nous soutenons ce déni et cette destruction. Nous devons lutter contre le terrorisme sans relâche pour protéger les Droits de l'homme, et lorsque nous protégeons les Droits de l'homme, nous nous attaquons aux causes profondes du terrorisme". Il ne fait aucun doute que le rejet des normes internationales relatives aux Droits de l'homme affaiblit les efforts de paix et la prévention de l'extrémisme violent.

Écrivain et chercheur sur les questions de la Corne de l'Afrique, la Somalie.



Principes importants pour prévenir l'extrémisme violent et créer la paix dans les sociétés

4. Éducation:

L'éducation de qualité est un fondement pour améliorer la qualité de vie et promouvoir le développement. L'éducation est l'un des outils efficaces pour combattre les idées extrémistes et protéger la paix et la sécurité dans la société. Aussi, soutenir l'éducation, développer les compétences et faciliter l'emploi sont-ils des moyens importants pour renforcer la résilience des jeunes, face à l'extrémisme violent. Dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté mondiale, l'UNESCO aide les pays à mettre en œuvre des programmes éducatifs qui immunisent les jeunes contre les messages extrémistes et renforcent leur identité et leur appartenance.

Les données historiques montrent que les pays qui se soucient de l'éducation, en particulier après les guerres, prospèrent et se développent souvent, empruntant une voie développement qui améliore les opportunités de paix et limite la propagation des idées extrémistes. L'éducation sensibilise ses destinataires et les qualifie à la formation d'un esprit collectif rationnel, capable de distinguer le bien du mal et éviter ce qui nuit à leurs intérêts individuels et collectifs.

5. Participation des jeunes:

La catégorie des jeunes est proche de 1,2 milliard et représente 16% de la population mondiale. Les jeunes jouissent d'une grande énergie. Si cette vigueur est investie de manière optimale et positive à la vie publique et à la prise de décision, elle permet aux jeunes de contribuer au processus de construction, de renaissance et de prospérité de la nation. Le succès des jeunes est un objectif nécessaire pour prévenir et combattre l'extrémisme violent, car la jeunesse constitue le groupe le plus performant pour promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité.

6. Réconciliation nationale:

Les pays et les sociétés qui ont connu des guerres dues aux interventions extérieures ou aux divisions internes, vivent dans une sorte de conflit entre les composantes de la société. C'est pourquoi, de nombreuses institutions internationales, comme les Nations unies, la Ligue Arabe, et Organisation de la coopération islamique et l'Union Africaine, adoptent une politique visant au règlement de ces conflits à travers des projets de réconciliation nationale pour rapprocher les points de vue, et dont beaucoup ont réussi à créer un climat durable de paix entre les parties au conflit.

7. Promotion des services:

Autant les États et les organisations civiles sont en mesure de fournir des services qui contribuent au développement, autant cela contribue à réduire la pauvreté et à rendre les environnements sociaux récalcitrants face aux idées extrémistes.

8. Sport:

Le sport est un langage universel qui a prouvé son efficacité dans le rétablissement de la paix. Il offre un climat permettant aux groupes opposés de se rencontrer dans un espace sûr régi par des règles préétablies. Il présente des opportunités de communication sociale entre les sociétés dont les relations ont été rompues à cause des guerres et des conflits, ce qui aide les adolescents et les jeunes à transcender les images négatives et les stéréotypes stigmatisant certains individus appartenant à différentes religions et cultures et faire prévaloir l'acceptation de l'autre et l'esprit de tolérance.

9. Autonomisation des femmes:

Les sociétés diffèrent par leurs cultures, coutumes et traditions, et les lois nationales jouent un rôle important, dans la détermination du statut des femmes, dans la société. Les sociétés qui chargent les femmes de tâches dans la vie publique jouissent plus que les autres de stabilité, de paix et de prospérité. L'égalité des chances pour les femmes et les filles en matière d'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi décent et à la représentation dans les processus décisionnels politiques et économiques fait progresser l'économie et sert les intérêts des sociétés. De même, le fait que les femmes remplissent leurs devoirs au sein de la famille contribue à faire la paix et prévenir l'extrémisme, en promouvant des règles familiales et sociales stables qui encouragent la tolérance et la coexistence et rejettent la haine et l'intolérance.

Pour terminer, le processus de paix et de sécurité durable n'est pas facile. Au contraire, cela demande des efforts considérables et continus. Si les idées extrémistes et les croyances déviantes trouvent plus d'acceptation dans les environnements pauvres et parmi les groupes marginalisés, lutter contre la pauvreté par des projets de développement national, prêter attention aux droits des citoyens, accroître les possibilités d'éducation de qualité et promouvoir la culture de coexistence et de tolérance entre les différentes composantes de la société, contribuent à éliminer les causes de l'extrémisme et atteindre la sécurité souhaitée.

L'attaché militaire de la République italienne visite la Coalition islamique

L'attaché militaire de l'Italie au Royaume, le Colonel Massimiliano Macucci, a visité la Coalition le 12 avril 2022. Au cours de cette visite, les deux parties ont discuté des moyens de coopération conjointe entre la Coalition et l'Italie.

Le Secrétaire Général, désigné, de la CIMCT, le Major Général Al-Mughaidi, s'est félicité de la coopération de la Coalition avec l'Italie dans tous les domaines de lutte contre l'extrémisme, la violence et le terrorisme, saluant les efforts de l'Italie dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et son appartenance à de nombreuses organisations concernées par la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Le Major Général Al-Mughaidi a indiqué que la CIMCT travaille comme un système intégré pour renforcer la coopération entre les États Membres, se fondant sur les valeurs de légitimité, d'indépendance, de coordination et de participation, afin de garantir la conformité de toutes les actions de lutte antiterroriste aux réglementations, normes et lois internationales.

Le Colonel Macauchi a salué les réalisations de la CIMCT dans le domaine de lutte contre l'idéologie de l'extrémisme violent.

La Coalition discute avec la République du Bangladesh des modalités d'une coopération conjointe

Le Secrétaire Général de la CIMCT, le Major Général Mohammed Al-Mughaidi, s'est entretenu avec l'attaché militaire de la République du Bangladesh auprès du Royaume d'Arabie Saoudite, le Brigadier Général Mohammed Ghulam Farooq, des moyens de la cooperation conjointe, lors de sa visite à la Coalition le 18 avril 2022.

Au cours de cette visite, l'attaché militaire a écouté une explication détaillée de la Coalition, de ses activités et réalisations dans la lutte antiterroriste et le soutien des efforts des États Membres.

Le Brigadier Général a salué les réalisations de la CIMCT, tout en servant les intérêts des États Membres dans la lutte antiterroriste, et sa contribution à la lutte contre l'extrémisme et la violence.

Le Délégué de la République du Sénégal célèbre l'anniversaire de l'indépendance de son pays

Le 4 avril 2022, le Délégué de la République du Sénégal à la CIMCT a organisé une célébration au siège de la Coalition à Riyad, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de son pays, en présence du Secrétaire Général, des Délégués des États Membres et du personnel de la CIMCT. À cette occasion, la Coalition islamique a félicité le gouvernement et le peuple sénégalais, lui souhaitant prospérité et succès.